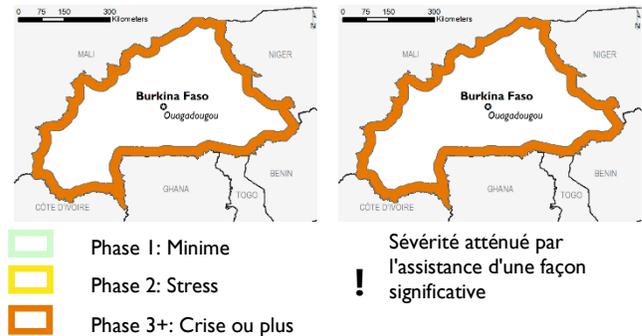


Une situation nutritionnelle préoccupante dans les zones plus touchées par l'insécurité

MESSAGES CLÉS

- La dégradation des moyens d'existence du fait de l'insécurité, la détérioration de la consommation alimentaire et de la situation nutritionnelle avec de prévalence au-delà du seuil d'alerte, exposent les personnes déplacées internes (PDI) et ménages hôtes pauvres des provinces du Soum, du Loroum, de l'Oudalan, du Sanmatenga et du Bam à l'insécurité alimentaire aigue Crise (Phase 3 de l'IPC), avec des risques d'extension aux provinces du Séno, du Yagha, de la Gnagna et de la Komondjari entre avril et mai 2020.
- Jusque-là, l'assistance alimentaire planifiée dans ces zones se concentre dans les centres urbains plus accessibles. De plus, elle n'est pas régulière en raison des attaques et menaces des groupes armés devenues quotidiennes avec en moyenne 50 incidents par mois.
- Dans les régions plus accessibles du pays, les ménages pauvres vivent de leurs récoltes et devraient traverser une période de soudure normale à partir de juin 2020 en raison des production similaires ou supérieures à la moyenne et du niveau des prix des denrées de base abordables. Ces régions continuent d'être en Minimale (Phase 1 de l'IPC).

Résultats de la sécurité alimentaire estimés de décembre 2019 à janvier 2020 (gauche) et février à mai 2020 (droite)

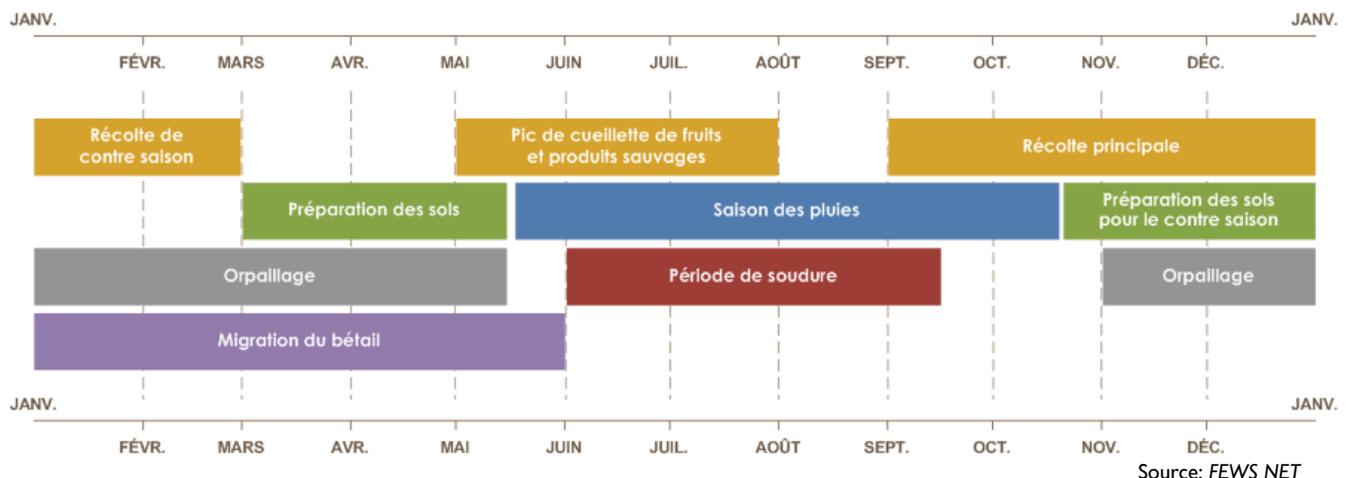


Source: FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l'IPC-compatible. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

Pour les pays suivis à distance par FEWS NET, un contour coloré est utilisé pour représenter la classification de l'IPC la plus élevée dans les zones de préoccupation.

CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNEE TYPIQUE



Source: FEWS NET

ZONE	ANOMALIES ACTUELLES	ANOMALIES PROJETÉES
National	<ul style="list-style-type: none"> Une situation sécuritaire préoccupante dans 8 des 13 régions avec dans l'ensemble au moins 555 incidents enregistrés depuis le début de l'année. Un flux croissant de PDI estimées en début en date du 9 décembre 2019 à 560 000 (OCHA), soit une hausse de 15 pourcents par rapport à la date du 8 octobre. 	<ul style="list-style-type: none"> Avec en moyenne 50 incidents de sécurité par mois, les exactions et menaces de groupes armés pourraient continuer à s'étendre le pays Le nombre de PDIs, pourrait probablement s'augmenter dans les prochains mois compte tenu de l'accroissement et de l'extension des exactions.
Zones de moyens d'existence (ZOME) 8; 7; 5 et 9	<ul style="list-style-type: none"> En raison de la perturbation des activités agricoles, des déficits pluviométriques en fin de saison et de l'abandon des récoltes du fait des attaques et menaces, la baisse des productions atteint 20 à 70 pourcents dans plusieurs communes – les plus affectés plus près des frontières avec Niger et Mali. La fermeture ou le dysfonctionnement des services de santé et la délivrance inadéquate de l'assistance alimentaire, favorise des prévalences de malnutrition aiguë globale au-delà du seuil d'alerte dans les communes et sites de fortes présence de PDIs. 	<ul style="list-style-type: none"> Les PDIs sont dépendant de l'assistance et des marchés et les stocks des ménages hôtes pourraient s'épuiser précocement dès le mois de février 2020. La perte des avoirs et l'insécurité persistante vont limiter les revenus des PDIs et ménages pauvres hôtes et réduire ainsi leur accès à l'alimentation. Les prévalences de la malnutrition déjà élevées pourraient alors s'augmenter.

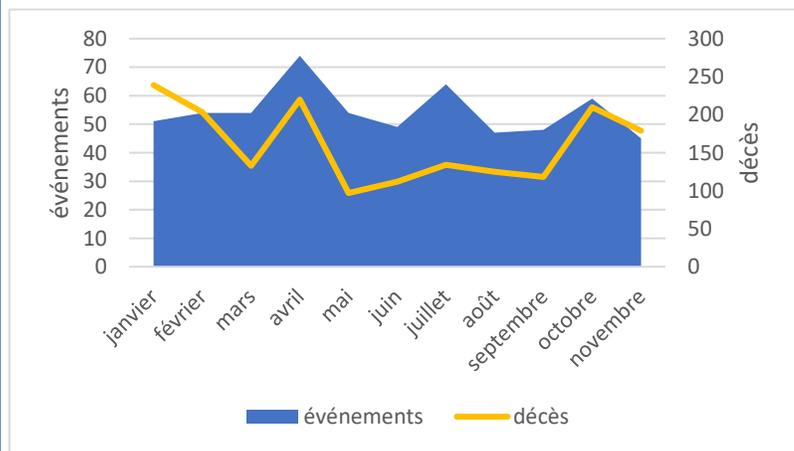
PERSPECTIVE PROJETÉE À MAI 2020

Au niveau national

Dans les zones moins affectées par l'insécurité, la saison agricole a été favorable et les récoltes qui s'achèvent pourraient être au-dessus de la moyenne quinquennale. Ces récoltes constituent la principale source de nourriture et aussi de revenu à travers la vente des produits de rente (coton, arachide, sésame, niébé).

Sur les marchés, la faiblesse des flux externes, la réduction des flux internes vers les régions du nord habituellement demandeuses l'existence de stocks reports plus importants chez les commerçants, sont à l'origine de la baisse des prix. Pour les céréales de base, la baisse est autour de 20 pourcents aussi bien par rapport à l'année passée que par rapport à la moyenne quinquennale.

Figure I. Evolution des incidents de sécurité et des fatalités depuis janvier 2019



Source: ACLED data

Le commerce de produits de rente va continuer comme d'habitude à procurer des revenus pour les ménages. Toutefois, ces revenus resteraient en dessous de la moyenne du fait d'une part, des baisses localisées de production liées aux pluies tardives et d'autre part, des niveaux de prix similaires (arachide et sésame) ou la baisse (niébé).

Dans ces zones, les déplacés internes pourront entrer en concurrence avec les populations hôtes pour la pratiques des activités d'orpillage et l'offre de main-d'œuvre agricole pour la préparation des champs entre février et mai. La soudure y

restera typique et la disponibilité habituelle de fruits et d'autres produits forestiers non ligneux favoriseront une insécurité alimentaire aigue Minimale (Phase 1 de l'IPC) jusqu'en mai 2020.

Zones de moyens d'existence 8 ; 7 ; 5 et 9

Outre l'instauration dans plusieurs provinces de couvre-feu par le gouvernement, les mouvements de populations sont dans l'ensemble limités en raison des exactions et menaces quasi quotidiennes des groupes armés. Les régions appartenant à ces zones (Sahel, Nord, Centre-Nord, Est), comptabilisent depuis le début de l'année, 85 pourcents des incidents et 93 pourcents des fatalités. L'intensification des attaques et menaces provoque d'une part des déplacements de populations pour la seconde fois et entraîne d'autres part de nouvelles zones de flux. En mi-novembre, suite à des exactions sur les civiles, les déplacés et ménages hôtes de Gasseliki (commune de Arbinda), ont rejoint le site et le village de Foubé (commune de Barsalogo). Le regain de violences et menaces à l'Est du pays entraîne aussi des flux de déplacés vers les communes de Gayéri et de Fada.

Dans ces zones, l'insécurité qui a perturbé les activités agricoles et les effets néfastes des séquences sèches plus longues enregistrées en septembre ont entraînés des baisses de productions agricoles de l'ordre de 20 à 70 pourcents dans une soixantaine de communes. La province du Soum et les communes environnantes sont les plus touchées par cette baisse. Par conséquent, la soudure serait précoce dès le mois de février 2020 dans la plupart des communes.

Par ailleurs, l'accès limité aux zones habituelles de pâture (Nassoumbou, Déou, Oursi) et la dégradation accélérée des pâturages dans les zones d'accueil (exacerbée par les poches de sécheresse), conduiront à une soudure pastorale plus longue de février à juin, en attendant la régénération des pâturages en juillet 2020.

En outre, avec l'accès limité aux sites d'orpaillage, les ménages hôtes et les PDIs se retournent vers les sites de production maraichère accessibles. D'où une pression plus forte et une concurrence pour l'offre de main-d'œuvre autour des sites comme Ouahigouya, Titao (région du Nord), Bam, Bourzanga, Tougouri, Yalgo, Mané et Korsimoro (région du Centre-Nord). Entre décembre 2019 et avril 2020, cette activité pourrait constituer une source de revenu pour les PDIs et les ménages hôtes. Cependant, l'inaccessibilité à certains sites par les collecteurs ambulants pourrait entraîner des méventes de production.

Les marchés locaux de céréales et de bétail ne sont pas fonctionnels ou fonctionnent au ralenti, car non fréquentés par les fournisseurs, les collecteurs et aussi peu fréquentés par les ménages qui manquent de revenu. Les marchés des chefs-lieux de province constituent les principaux centres de transaction où les PDIs parviennent à brader leurs animaux. Si les prix des denrées de base sont en baisse inférieure à 10 pourcents sur les marchés de Djibo, Dori, Gorom et Titao, ils restent néanmoins au-dessus de la moyenne sur les marchés de Arbinda (20 pourcents) et de Oursi (30 pourcents) moins accessibles. Le marché à bétail de Djibo (ville où les PDIs représentent plus de 99 pourcents de la population) est le seul fonctionnel dans le seul dans la province et environnant. Du coup, les offres des caprins, y ont augmenté de 8 pourcents. Cependant, en raison de la migration des pasteurs avec les bovins, les offres de ceux-ci ont diminué de 10 pourcents. Le marché reste fréquenté par les acheteurs nationaux et étrangers, ce qui favorise une stabilité des prix comparativement à la moyenne quinquennale.

L'assistance alimentaire en cours sous forme de vivres (75 pourcents) et de cash (25 pourcents) au profit des PDIs et hôtes est concentrée dans les centres urbains plus accessibles. En dehors des provinces du Soum et du Sanmatenga où elle devrait bénéficier respectivement à 26 et 29 pourcents de la population, dans les autres provinces la couverture est faible. Par ailleurs, elle n'est généralement pas délivrée à temps en raison des fréquents incidents sécuritaires.

Ainsi, avec une alimentation inadéquate, couplée à un accès limité aux soins de santé (centres de santé fermés ou dysfonctionnels), on enregistre une dégradation de l'état nutritionnel des femmes et des enfants dans les zones de forte présence de déplacés. En effet, les résultats de la SMART rapide (MS/WFP, UNICEF) conduite récemment, pour des ménages hôtes et des PDIs, en novembre montrent, à l'exception de la commune de Kaya, des prévalences de la malnutrition aigüe chez les enfants de 6-59 mois au-delà de 10 pourcents avec une situation d'urgence dans les communes de Barsalogo (17,2 pourcents) et de Djibo (16,9 pourcents). Chez les femmes enceintes ou allaitante, des prévalences dépassant le seuil d'alerte de 10 pourcents sont observées dans les communes de Matiacoali, de Kaya et sur le site d'accueil de Barsalogo. Dans l'ensemble, la situation est plus préoccupante chez les PDIs.

En résumé, l'accès limité aux revenus et la non délivrance régulière de l'assistance contribuent à la dégradation de la consommation alimentaire et des moyens d'existence en particulier pour les PDIs et populations hôtes. Avec une situation nutritionnelle dépassant les seuils de crise, ces groupes de population dans les provinces du Soum, du Loroum, de l'Oudalan, du Sanmatenga et du Bam sont confrontés à l'insécurité alimentaire aigue Crise (Phase 3 de l'IPC) ou pire entre décembre et

mars. Cette situation pourrait persister jusqu'en mai en lien avec la détérioration de la situation sécuritaire. Entre avril et mai, l'insécurité alimentaire aigue Crise (Phase 3 de l'IPC) touchera aussi les PDI et ménages pauvres hôtes des provinces du Séno, Yagha, Gnagna et Komondjari en raison de l'épuisement des stocks de ces ménages.

A PROPOS DU SUIVI À DISTANCE

Dans le suivi à distance, un coordinateur travaille d'un bureau régional avoisinant. En comptant sur les partenaires pour les données, le coordinateur applique l'approche de développement des scénarios pour faire l'analyse et élaborer les rapports mensuels. Comme les données peuvent être moins disponibles que dans les pays avec des bureaux de FEWS NET, les rapports de suivi à distance peuvent montrer moins de détail. Pour en savoir plus sur le travail, veuillez consulter [cliquez ici](#).